

le bilan de la production de 1900, 1913 et 1924 pour l'Amérique, l'Europe, l'Asie et l'Australie. Ce n'est pas ainsi que se résout la question de la stabilisation du capitalisme. Ce n'est pas ainsi qu'on peut mesurer la situation révolutionnaire ; on peut mesurer la production mondiale, mais non la situation révolutionnaire, parce que, dans les conditions historiques actuelles, la situation révolutionnaire en Europe est déterminée dans une très large mesure par l'antagonisme de la production américaine et de la production européenne ainsi que par le rapport de la production anglaise et allemande, la concurrence entre la France et l'Angleterre, etc. Ce sont ces antagonismes qui déterminent directement la situation révolutionnaire ; tout au moins dans son fondement économique. Il n'est pas douteux que, au cours des 10 dernières années, les forces productives se sont accrues en Amérique ... En dépit des apparences, ce qui se produit sous le contrôle financier de l'Amérique, ce n'est pas une atténuation, mais une aggravation des contradictions internationales."

Le même Trotsky, en 1938, plaçait à la base du "Programme de transition" cette thèse fondamentale : "les forces productives de l'humanité ont cessé de croître", thèse que le Manifeste de l'O.C.I., paru près de 30 ans plus tard, en mai de cette année, commente en ces termes :

"Certes, s'il fallait admettre qu'à l'heure actuelle le capitalisme continue à assurer le progrès des forces productives, il faudrait conclure à la nécessité d'abandonner, ou tout au moins de réviser, le programme de la révolution socialiste. Mais il n'en est rien. Les publicistes bourgeois entretiennent une confusion voulue entre des catégories liées entre elles mais distinctes. La technique a fait de gigantesques bonds en avant, mais la technique n'est qu'une des composantes des forces productives ; et les progrès techniques ont actuellement pour principal ressort la recherche scientifique ; or, celle-ci est orientée presque exclusivement vers des fins militaires.

"La technique n'est, d'autre part, qu'un élément des forces productives, qui ne se réduisent pas aux forces productives matérielles, aux machines, à l'outillage ; le prolétariat en est l'élément principal. Une économie capitaliste où toutes les découvertes techniques conduisent inéluctablement vers la déqualification, la déchéance professionnelle et le chômage de toutes les catégories (cadres, techniciens, employés et ouvriers qualifiés, manoeuvres) ne saurait être considérée comme une force de culture et de civilisation.

"Une économie capitaliste où la 'prospérité' est rythmée par l'injection croissante de crédits de guerre dans l'économie, où les budgets militaires commandent la marche de la société tout entière, peut-elle être qualifiée de progressive ?

"Une économie capitaliste dont la 'stabilisation' se traduit, d'une part, par une offensive contre les conditions de vie et de travail des salariés, d'autre part, par la tendance générale à transformer l'économie d'armement, qui domine actuellement dans tous les pays, en économie de guerre, contredit-elle les lois du capitalisme telles que Marx les a analysées ? Les effets des progrès

accélérés de la science et de la technique sont presque exclusivement confinées, directement ou indirectement, au domaine militaire ; les prodigieuses réalisations de l'aéronautique, par exemple, n'ont pas actuellement d'autre but ; seuls, quelques maigres sous-produits de ces conquêtes du génie humain pénètrent la vie quotidienne des masses, et sous les formes les plus contradictoires, les plus frelatées. D'un côté, un immense potentiel scientifique et technique inemployé s'accumule, qui sera immédiatement disponible pour une économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale, et lui permettra de satisfaire dans les délais les plus brefs tous les besoins des masses ; de l'autre, le maintien du régime de la propriété privée, du contrôle de l'économie mondiale par quelques dizaines de trusts dont chacun ne poursuit que l'accroissement de ses profits particuliers aux dépens de tout le reste, et s'efforce de 'planifier' le secteur qu'il contrôle aux dépens de tous les autres et contre eux, multiplie les distorsions, les contradictions : contradictions entre les branches diverses de l'économie dont le développement se poursuit sans plan, anarchiquement ; distance toujours croissante, non seulement entre pays 'avancés' et 'arriérés', mais entre Etats-Unis et Europe, et à l'intérieur de l'Europe occidentale elle-même ; paupérisation d'une fraction croissante de la population au sein des pays 'avancés' eux-mêmes, stagnation ou recul dans le reste du monde ; accroissement monstrueux de l'appareil répressif de l'Etat, et du parasitisme social sous toutes ses formes ; tout cela, au contraire, sera la source, pour l'édification du socialisme, d'immenses difficultés supplémentaires. La crise insoluble du système monétaire international, qui va en s'approfondissant malgré les palliatifs que la bourgeoisie mondiale s'efforce d'y apporter, ne fait que refléter, de façon particulièrement significative, la croissance des contradictions au sein de l'économie mondiale. Comment peut-on, dans ces conditions, parler de 'développement des forces productives' ?"

Il ne s'agit pas de la confrontation de deux thèses abstraites. Nous sommes au coeur même des questions politiques vitales de notre temps. S'il demeure exact aujourd'hui que "les forces productives de l'humanité ont cessé de croître", que les contradictions objectives du capitalisme se reproduisent à chaque étape sur une échelle agrandie, alors elles poussent toujours de nouveau les masses à la lutte pour le pouvoir ; alors toutes les revendications qui tendent à défendre le droit à la vie et à la dignité des masses travailleuses, les conquêtes du passé, mettent en cause l'existence même d'un régime qui ne peut survivre qu'en s'attaquant à ses conquêtes les unes après les autres - alors toutes ces revendications prennent un caractère transitoire, s'enchaînent en formant chacune un anneau d'un processus permanent qui conduit à la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière, à l'échelle nationale et internationale - alors le "Programme de transition" est, plus que jamais aujourd'hui, le guide actuel de la lutte pour la révolution prolétarienne.

Si au contraire, comme le soutient Mandel, nous sommes, depuis 1940, dans une époque différente, une époque de croissance du capitalisme, de "néo-capitalisme", où sont à l'ordre du jour, non plus le programme des revendications transitoires, transitoires vers la conquête mondiale du pouvoir, mais bien des réformes de structure du capitalisme, des réformes "anticapitalistes", bien sûr - qui n'est pas "anticapitaliste" de nos jours, en Europe du moins ?

"Le mouvement ouvrier se trouve donc devant le choix fondamental entre une politique de réformes de structures néocapitalistes, qui impli-

que l'intégration des syndicats dans le régime capitaliste et leur transformation en gendarmes pour le maintien de la paix sociale pendant la phase d'amortissement du capital fixe, et une politique foncièrement anti-capitaliste avec développement d'un programme de réformes de structures anticapitalistes à moyen terme, qui ont pour but essentiel d'enlever les leviers de commande sur l'économie aux groupes financiers, aux trusts et aux monopoles pour les mettre entre les mains de la nation, de créer un secteur public de poids décisif dans le crédit, l'industrie et les transports et d'appuyer le tout sur le contrôle ouvrier, c'est à dire l'apparition d'une dualité de pouvoir dans l'entreprise et l'économie dans son ensemble, qui débouchera rapidement sur une dualité de pouvoir politique."

Trotsky a réfuté Mandel à l'avance, en 1938 ("Le marxisme et notre époque") :

"Des réformes partielles et des rafistolages ne serviront à rien. Le développement historique est arrivé à une de ces étapes décisives, où, seule, l'intervention directe des masses est capable de balayer les obstacles réactionnaires, et de poser les fondements d'un nouveau régime. L'abolition de la propriété privée des moyens de production est la condition première d'une économie planifiée, c'est à dire de l'intervention de la raison dans le domaine des relations humaines, d'abord à l'échelle nationale, puis, par la suite, à l'échelle mondiale. Une fois commencée, la révolution socialiste se répandra d'un pays à l'autre avec une force infiniment plus grande que ne se répand le fascisme aujourd'hui. Par l'exemple et avec l'aide des nations avancées, les nations arriérées, elles aussi, seront emportées dans le grand courant du socialisme. Les barrières douanières entièrement pourries tomberont. Les contradictions qui divisent l'Europe et le monde entier trouveront leur solution naturelle et pacifique dans le cadre d'Etats-Unis socialistes, en Europe comme dans les autres parties du monde. L'humanité délivrée marchera vers les plus hautes cimes."

Et l'histoire a tranché ! Ce n'est pas le problème de "réformes de structures anticapitalistes", ce n'est pas celui de "réformes partielles ou de rafistolages" que posait la grève de dix millions de travailleurs ; c'est le problème de la conquête du pouvoir, de la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois, du pouvoir des Conseils ouvriers, de l'expropriation du capital.

Logique avec lui, Mandel professait que "l'épicentre de la révolution" s'était déplacé vers les pays arriérés - puisqu'en Europe occidentale et aux Etats-Unis régnait, pour une longue période, une "collaboration assez étroite" qui s'était instaurée "entre la bourgeoisie expansive et les forces conservatrices du mouvement ouvrier, fondée sur une élévation tendancielle du niveau de vie des travailleurs". Les maoïstes, eux, dans le même sens, vaticinaient sur la prétendue "zone des tempêtes".

La grandiose grève générale que nous venons de vivre, réponse de la classe ouvrière, non à l'élévation tendancielle de son niveau de vie, mais à la politique de la bourgeoisie tendant à la précipiter dans le chômage, la déqualification, la déchéance, a fait justice de ces billevesées. Elle a mon-

tré que le verdict porté par Marx, en 1867, dans le livre I du "Capital", lorsqu'il concluait l'analyse des lois objectives de l'économie capitaliste en annonçant "l'expropriation des expropriateurs" est confirmé par l'histoire. Elle a montré enfin, une fois de plus, qu'à l'époque de l'agonie, de la crise finale du capitalisme, "la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat". Elle a souligné également que, dans le cadre de cette crise finale, de ces contradictions objectives toujours plus aiguës, la lutte de classe devient elle-même un facteur économique essentiel ; que le rapport entre "économie" et "politique" tend, en un sens, à se renverser. Le 7 mai, le journal patronal "Les Echos" titrait "Les chefs d'entreprise estiment que la reprise devrait se généraliser". A l'heure actuelle, cet optimisme a fait place à un pessimisme au moins égal - et bien plus justifié. C'est là l'une des conséquences de la grève générale.

II - ETUDIANTS ET OUVRIERS

Le rôle de déclenchement qu'ont joué les étudiants par rapport à la grève générale sert de prétexte à toute sorte de confusionnistes pour tenter de nier, contre le marxisme, l'hégémonie de la classe ouvrière dans la révolution. Il faudra revenir en détail sur ce point, et sur l'historique des événements du 3 au 10 mai. Dans le cadre restreint de cet exposé, je me contenterai de citer ce qu'écrit Claude Chisserey dans le n° 1 de "L'étudiant révolutionnaire":

"Le vendredi 10 mai devait se tenir le meeting de la F.E.R. afin de tirer un premier bilan des événements, et d'expliquer l'importance de la construction d'une direction révolutionnaire. Par haine du marxisme, les petits bourgeois appelèrent, le même jour et à la même heure, à une manifestation qui, en elle-même, n'était pas motivée, puisque jusqu'au dernier moment, il avait été convenu qu'une telle manifestation n'aurait lieu que le samedi 11 après-midi, avec le concours des centrales syndicales. Un accord avait été conclu dans ce sens, le mercredi soir 8 mai, entre les dirigeants de la F.E.R., de la J.C.R. et de l'U.N.E.F. Krivine, dirigeant de la J.C.R., avait, à ce moment, mis la F.E.R. en garde contre une manoeuvre de J.P. Vigier tendant à fonder dans un mouvement 'révolutionnaire' l'ensemble des organisations politiques d' 'avant-garde'.

"Il faut dire que, le mercredi 8 mai, Krivine tenait surtout à ce que son meeting du jeudi soir 9 mai pût se tenir. Rien ne fut d'ailleurs négligé à cette fin : le sigle J.C.R. disparut de la salle où se tenait le meeting, et Cohn-Bendit dirigea, de fait, cette réunion. La théorie pabliste de la dissolution de l'avant-garde dans le 'mouvement réel des masses' trouvait, là encore, une application ; l'application de cette ligne, c'était aussi la lutte contre une avant-garde indépendante qui posait le problème de la construction d'une direction révolutionnaire ; cependant que les petits-bourgeois du 'Mouvement du 22 Mars', qui oeuvraient à la destruction de l'U.N.E.F., devaient nécessairement s'en prendre aux défenseurs conséquents de l'U.N.E.F., aux militants de la F.E.R.

"Au lieu de parler des intérêts des étudiants, au lieu de poser le problème de la jonction des étudiants avec les travailleurs, au lieu de poser le problème du Front Unique, ces petits-bourgeois incitèrent les étudiants à déparer les rues 'sans provocation', selon leur propre expression.

"Ils voulaient, ont-ils dit, "des barricades pacifiques" ; comme si de Gaulle pouvait laisser dépaver le quartier latin sans envoyer ses forces de police contre les manifestants. C'est pour cela que les marxistes de la F.E.R., pour qui la violence et l'art militaire ne sont pas des notions en soi, mais sont subordonnés à une stratégie politique, se rendirent en cortège, à l'issue de leur meeting, jusqu'au boulevard Saint-Michel, en scandant le seul mot d'ordre correct : '500 000 travailleurs au Quartier latin' ; là, ils demandèrent à ceux qui les édifiaient de quitter les barricades et de se battre pour la réalisation d'un tel mot d'ordre, c'est à dire du Front Unique ouvrier. Durant la nuit du 10 au 11 mai, tandis que Geismar et Cohn-Bendit discutaient avec le recteur et que les barricades 'non provocatrices' se montaient, le gouvernement donna l'ordre à la police d'attaquer. Le combat se poursuivit toute la nuit avec violence. Ce n'est qu'à 5 heures que Cohn-Bendit, affolé, après avoir crié : 'Sauve qui peut !', demanda aux organisations syndicales de déclencher la grève générale.

"... Le 13 mai, un million de travailleurs, de jeunes ouvriers, d'étudiants, traversaient le Quartier latin, reconquérant la Sorbonne pour les étudiants."

III . - LE PROBLEME DU POUVOIR

Nous avons également assisté à une prolifération de "pouvoirs" : "pouvoir" étudiant, pouvoir populaire, pouvoir ouvrier ... dans la faculté, dans les ateliers, partout, sauf là où est le siège du pouvoir bourgeois ; un homme aussi conscient des intérêts de sa classe que François Mauriac ne s'y est pas trompé, lui. Il écrit : "Les institutions ont vacillé. Nous avons tremblé pour elles. L'Etat a été offensé et humilié ... Je me sens tout entier et passionnément du côté de l'Etat." Mauriac sait où sont les défenseurs de sa fortune. Il sait, aussi bien qu'Engels, que l'Etat, ce sont des bandes armées au service de la propriété, et que tant que sa classe conserve l'Etat, elle peut sauver tout le reste.

Mauriac le sait, mais les confusionnistes, les révisionnistes veulent le faire oublier. Ils se sont toujours attaqué à la théorie marxiste de l'Etat avant toute autre chose. Faut-il rappeler ce qu'écrivait Marx le 12 avril 1871 à Kugelmann, à propos de la Commune de Paris :

"Si tu relis le dernier chapitre de mon 18 Brumaire, tu me verras affirmer que la révolution en France doit avant tout tenter, non de faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains - c'est ce qui s'est produit jusqu'à maintenant - mais de la briser. Là, précisément, est la condition préalable de toute révolution vraiment populaire sur le continent. C'est aussi ce que tentent nos héroïques camarades de parti à Paris."

comme l'écrit "Jeune Révolution" :

"La grève générale de mai-juin 1968 a, une fois de plus, vérifié cette thèse de Marx, aussi bien contre les staliniens, partisans des 'voies parlementaires' et de la 'démocratie véritable' que contre les petits-bourgeois du P.S.U. avec leurs conceptions

kaléidoscopiques des 'pouvoirs' démultipliés. 'D'une façon générale', écrivait Lénine en 1917, à la veille de la révolution d'Octobre, 'on peut dire que la tendance à éluder la question de l'attitude de la révolution prolétarienne à l'égard de l'Etat, tendance avantageuse à l'opportunisme qu'elle alimentait, a conduit à la déformation du marxisme et à son total avilissement'."

Tel est le sens du mot d'ordre du Comité central de grève, lancé par les marxistes, et combattu par toutes les autres tendances : dresser, face à la machine bureaucratique, aux forces répressives, au pouvoir bourgeois, la force concentrée des masses en lutte, l'embryon du pouvoir des travailleurs, en lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois.

III . - LE NEO-PACIFISME

"La lutte contre la guerre sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère", écrivait Lénine. Selon nos néo-pacifistes, les bombes atomiques ont changé tout cela. La lutte contre la guerre, c'est, pour eux, toutes sortes de mascarades pacifistes petites-bourgeoises. Que de pétitions ils ont signées ! Que de marches ils ont entreprises ! Parmi ces grands marcheurs, au premier rang, il y avait Mandel, toujours prêt à "marcher" sur Aldermaston ou sur Berlin. Il n'y a, on le sait, que la marche sur Bruxelles qui lui soit interdite.

Ce déploiement énorme de fumée n'a jamais fait reculer la guerre d'un pouce. Mais cinq semaines de grève générale ont bouleversé les plans gaullistes de "force de frappe", en ont retardé de plusieurs années l'exécution. Si la grève générale n'avait pas été escamotée par les dirigeants des organisations ouvrières, elle aurait porté un coup mortel aux plans capitalistes de guerre. Dans cette voie, et dans cette voie seulement, celle de la lutte de classe du prolétariat, la lutte contre la guerre est possible.

Et que dire des comités Vietnam, ces grands disparus ? Selon eux, la tâche essentielle des travailleurs français n'était pas la lutte contre de Gaulle, l'ennemi principal n'était plus dans notre pays ... Que dire également de ce bateau qu'on nous a monté ... Comme s'il s'agissait, avec la guerre du Vietnam, d'un problème militaire avant tout ! comme si cette guerre n'était pas partie intégrante de la lutte de classe du prolétariat !

Maintenant que, sur l'ordre de Moscou, les dirigeants du P.C.F. ont sauvé de Gaulle et le régime bourgeois en France, les bureaucrates russes s'empressent de faire de nouvelles propositions aux impérialistes américains, tant pour la conclusion d'accords atomiques dirigés contre les exploités et opprimés du monde entier que pour une "solution" de la guerre du Vietnam qui permette la préparation de l'offensive contre la révolution chinoise.

IV . - POUVOIR BOURGEOIS ET APPAREILS

(Ici l'exposé analysait la politique des appareils, particulièrement de l'appareil stalinien, entre le 25 et le 30 mai, et en tirait les conclusions de l'analyse marxiste-trotskyiste quant à la nature de l'appareil stalinien, expression mondiale des intérêts, contre-révolutionnaires de la bureaucratie de l'U.R.S.S. Cet appareil ne peut être redressé ni réformé ; il doit être détruit, brisé, et est destiné à se démembrer sous la pression de la lutte des classes.

Pour ne pas excéder les limites normales de ce bulletin, nous avons dû renoncer à reproduire cette partie de l'exposé, d'autant que cette analyse a été faite abondamment par ailleurs.)

V . - FRONT UNIQUE OUVRIER POUR LA DEFENSE DES LIBERTES

Aujourd'hui nous sommes dans le reflux de la grève générale. Mais la crise conjointe du capitalisme et des régimes bureaucratiques se poursuit et s'amplifie. En Angleterre, de grandes luttes de classe sont en vue. Partout, la concurrence s'aggrave, en Europe surtout, où le Marché commun, à peine ouvert, est menacé de dislocation. Les rivaux de la France capitaliste lui ont accordé un répit, pour marquer leur solidarité avec le capital "français" contre les travailleurs - mais seulement un répit. La bourgeoisie mettra ce répit à profit pour une offensive forcenée contre les travailleurs. "L'Usine nouvelle" fixe à un million de chômeurs minimum le chiffre indispensable pour rendre "concurrentielle" l'économie de l'hexagone. Et "Entreprise", sous la plume de Louis Armand et Michel Drancourt, écrit :

"Les troubles qui ont agité l'Europe en 68 en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Belgique et surtout en France indiquent que nous sommes en présence d'un mouvement d'ensemble qui secoue nos sociétés.

"Le décalage qui sépare l'équipement, les structures, les mentalités et la politique est apparu clairement.

"Nous sommes en présence de signes de séismes dans notre organisation, annonciateurs de raz de marée. Ils sont sérieux au point qu'un pays comme la France que l'on pouvait croire aspirer essentiellement au calme a été brusquement saisi de fièvre.

"C'est que le danger des tremblements de terre se précise. Le moment arrive où il faut, de manière urgente, préparer l'adaptation de nos sociétés aux réalités du monde technique."

La société européenne s'achemine rapidement et inéluctablement vers la guerre civile.

Consciente de ses intérêts, la bourgeoisie, mettant à profit la capitulation des directions réformiste et stalinienne, a pris l'offensive. En dissolvant les organisations d'extrême-gauche, elle fait le premier pas vers la liquidation du mouvement ouvrier organisé, des droits, des conquêtes de dizaines et de dizaines d'années de lutte, du droit de grève, du droit syndical, de la liberté de la presse, du droit de réunion et de manifestation.

C'est pourquoi la lutte pour la défense des libertés démocratiques prend aujourd'hui une signification centrale. Mais cette lutte ne peut être victorieuse que par la réalisation du Front Unique des organisations ouvrières. Que cette lutte puisse être couronnée de succès, c'est ce que montre, par exemple, le communiqué de la F.E.N. prenant position contre le décret de dissolution du 12 juin. Le Front Unique, pour les révolutionnaires, c'est l'action de classe unie pour la défense des libertés, donc contre l'Etat policier. Souvenons-nous de la grève des mineurs, qui a fait reculer de plusieurs années l'offensive du pouvoir centra le mouvement ouvrier.

Cette offensive se développe aujourd'hui. Que personne ne dise qu'un régime à la grecque est "impossible ici" ! Il aurait de tristes réveils. Le front uni du prolétariat le rendra impossible.

Contrairement à de ronflantes déclarations, en ce qui nous concerne, nous "reconnaissons" la dissolution des organisations. Nous reconnaissons, autrement dit, que le pouvoir bourgeois, sauvé par les appareils bureaucratiques, s'est maintenu et peut aujourd'hui prendre l'offensive. Et nous luttons pour le front unique de classe, seul moyen de lui barrer la route.

VI .- LE PROBLEME DE LA DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

Toute sorte de gens bien intentionnés prêchent aujourd'hui le "regroupement", l' "unité" des révolutionnaires. Sur quelles bases politiques cette unité ?

. Sur celles d'Alain Krivine qui, d'après "Le Monde" du 28 juin, déclarait récemment :

"Il faut créer un front révolutionnaire qui constitue une force politique permanente à la gauche du P.C. et soit une étape vers la constitution d'un parti. Il faudra d'autre part poursuivre les discussions de façon à élaborer un programme de transition pour le passage au socialisme, en précisant notamment les notions de contrôle ouvrier dans les entreprises."

On ne saurait plus élégamment proclamer, 17 ans après Pablo, que le programme de transition de la 4ème Internationale, celui de Trotsky, pour lequel le contrôle ouvrier n'est qu'un élément de la lutte pour le pouvoir, est "périmé".

. Sur celle de Pierre Frank, participant à la campagne du milliard du Vietnam aux côtés de personnalités U.N.R. ? (Au fait, où en est ce milliard???)

. Sur celles de la "Lutte ouvrière", qui écrit que "La révolution socialiste n'est plus impossible" (!!! elle l'était donc ? Il y avait d'autres obstacles à la révolution que la crise de la direction révolutionnaire ?), et que "Les progrès du P.S.U. montrent que le soutien des idées révolutionnaires est payant" !!! Ainsi le P.S.U. est révolutionnaire ?! Ainsi il progresse ! Ainsi il faut que les "idées révolutionnaires" rapportent des dividendes ... au P.S.U., pour que le programme du marxisme soit justifié !

. Sur celles de "Lutte ouvrière", encore, pour qui il y a en Tchécoslovaquie comme en Chine le régime capitaliste et des Etats bourgeois ?

. Sur celles des pablistes, pour qui il y a à l'Est des "Etats ouvriers", des "Etats socialistes" tout court ? pour qui, il y a peu, le stalinisme, voué à aller "de plus en plus à gauche" sous la "pression des masses" ne "pouvait plus trahir" ? Sur la base de l'entrisme sui generis ?

Sur la négation de l'hégémonie de la classe ouvrière dans la révolution ?
Sur le refus de la stratégie du Front Unique de classe ?

Que ceux qui veulent s'unir sur de telles bases le fassent ! Nous n'y voyons aucun inconvénient. En ce qui nous concerne, nous pensons avec Lénine :

"Petit groupe compact, nous suivons une voie escarpée et difficile, en nous tenant fortement par la main. De toutes parts, nous sommes entourés d'ennemis, et nous devons marcher presque constamment sous leur

feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément pour combattre l'ennemi et pour ne pas tomber dans le marais voisin dont les habitants, dès le début, nous ont blâmés d'avoir constitué un groupe à part, et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation. Et voilà que certains d'entre nous se mettent à crier : allons dans ce marais ! Et lorsqu'on leur fait honte, ils répliquent : Quels gens arriérés vous êtes ! N'avez-vous pas honte de nous dénier la liberté de vous inviter à suivre une voie meilleure ! Oh ! oui, Messieurs, vous êtes libres, non seulement d'inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais ; nous trouvons même que votre véritable place est précisément dans le marais, et nous sommes prêts, dans la mesure de nos forces, à vous aider à y transporter vos pénates."

X

X

X

VII. - LE "COMLOT"

Le pouvoir voit dans la grève générale le produit d'un "complot". Qu'il sache que, s'il y a "complot", ce "complot" du marxisme a commencé en 1848, lorsque deux jeunes gens qui s'appelaient Marx et Engels ont lancé ce défi à la face du monde :

"Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner."

De ce "complot"-là, nous sommes. Et rien ne pourra nous empêcher d'en être.